



HAL
open science

POPULATION ET DÉVELOPPEMENT : LA TENTATION MALTHUSIENNE

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. POPULATION ET DÉVELOPPEMENT : LA TENTATION MALTHUSIENNE. *Agir, revue générale de stratégie*, 2008, 35, pp.61-67. halshs-01077109

HAL Id: halshs-01077109

<https://shs.hal.science/halshs-01077109>

Submitted on 23 Oct 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Gérard-François Dumont*

***POPULATION ET DEVELOPPEMENT : LA
TENTATION MALTHUSIENNE***

Sur la question population et développement, la tentation malthusienne est forte et donc fréquente. D'un côté, en janvier 1949, le président américain Harry Truman parle de « lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées ». Ce discours est fondateur des concepts de sous-développement et de son contraire, le développement. La perception d'un développement éminemment souhaitable se propage dans de nombreux discours politiques à travers le monde et devient une doctrine globale le 4 décembre 1986. Ce jour-là, l'Assemblée Générale de l'ONU vote une déclaration sur le droit au développement dont l'article 1 précise : « Le droit au développement est un droit inaliénable de l'Homme en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer et de contribuer à un développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits de l'Homme et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisés et de bénéficier de ce développement ». Quatorze ans plus tard, en septembre 2000, à l'occasion du Sommet du Millénaire, les dirigeants politiques du monde entier fixent un ensemble d'objectifs mesurables et assortis de délais pour lutter contre la pauvreté, la faim, la maladie, l'analphabétisme, la dégradation de l'environnement et la discrimination à l'égard des femmes. Placés au centre du programme d'action mondial, ces objectifs sont désormais appelés « les objectifs du Millénaire pour le développement » (OMD) à atteindre d'ici à 2015.

* Gérard-François Dumont, Recteur des Universités, est Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne et Président de la revue *Population & Avenir*, www.population-demographie.org, - gerard-francois.dumont@wanadoo.fr

Malgré ces déclarations, soixante ans après le discours de Truman, en dépit des progrès constatés en matière de développement, le sous-développement est encore largement répandu sur la planète et donc le développement escompté sur l'ensemble de la planète n'est toujours pas exaucé. Quant aux objectifs du Millénaire, leurs bilans d'étapes ne sont guère enthousiasmants¹.

D'un autre côté, les chiffres démographiques sont impressionnants : 750 millions d'habitants sur la terre en 1750, 1 600 millions en 1900, 6 000 millions en 2000 et, selon les projections moyennes de l'ONU², 8 317 millions en 2030 et 9 270 millions en 2050, chiffres possibles si l'espérance de vie progresse de façon significative³, notamment dans les pays en développement. Autrement dit, la population dans le monde, qui s'est accrue de 137 % dans la seconde moitié du XX^e siècle, progresserait à nouveau de 55 % dans la première moitié du XXI^e siècle, même si c'est en partie par des effets de vitesse acquise en raison de la décélération démographique⁴.

Mettant en regard un développement insuffisant⁵, inégal dans le monde et incomplet et les chiffres de population, la tentation d'une corrélation entre les deux est courante. Pour l'analyser, il convient d'examiner, sous le mot population, les indicateurs possibles. Il en résulte plusieurs questionnements : l'insuffisance du développement serait-elle due au peuplement, c'est-à-dire au trop grand nombre d'hommes sur un territoire ; ou à des densités trop fortes de population ; ou aux superficies agricoles insuffisantes ; ou à la trop grande concentration de population sur des territoires étroits, donc à l'urbanisation ; ou à une croissance démographique trop élevée ? Voici les cinq questions auxquelles il convient de répondre pour analyser les éventuelles interrelations entre population et développement. Dans ce dessein, et pour simplifier, nous prendrons essentiellement comme indicateur de développement le produit intérieur brut par habitant (PIB/ht), en parité de pouvoir d'achat, qui correspond au niveau de vie. Cet indicateur est évidemment perfectible et d'ailleurs le souci de l'améliorer a conduit à utiliser un indicateur du développement humain (IDH), dont le calcul adjoint au PIB/ht deux autres éléments, la longévité et le savoir, c'est-à-dire d'une part l'espérance de vie, d'autre part le taux d'alphabétisation des adultes et le nombre moyen d'années d'étude, en différenciant le primaire, le secondaire et le supérieur. En réalité, les résultats de l'IDH selon les pays ne sont pas fondamentalement différents de ceux obtenus par le seul PIB/ht, mais ils permettent surtout de les nuancer. Ceci n'est guère étonnant. En effet, pour créer des

richesses, pour satisfaire au développement, donc pour améliorer le montant du PIB, il faut une population active d'une part en bonne santé grâce à une alimentation variée, au respect de règles d'hygiène et à de bons réseaux médicaux, ce qui se traduit par une meilleure espérance de vie et, d'autre part, bien formé.

Ni masse critique, ni point mort pour le développement

Examinons d'abord si le peuplement même d'un territoire peut obérer son développement, s'il y a une sorte de masse critique au-delà de laquelle le résultat du développement rencontre de grandes difficultés. Comment serait-il possible de nourrir plus d'un milliard de Chinois ou plus d'un milliard d'Indiens, s'interroge-t-on, et non seulement au café du commerce, alors que leurs deux pays sont dans le monde ceux qui comptent le plus grand nombre des personnes sous-alimentées⁶ ? Autrement dit, est-ce que le fait d'être un pays peuplé, un pays trop peuplé diraient les malthusiens, handicape le développement, comme cela a souvent été craint pour la Chine ou pour l'Inde. La réponse est négative. Ces deux pays, les seuls milliardaires⁷ en population du monde, connaissent un réel développement et leur PIB/ht, même s'il est encore relativement limité, est nettement plus élevé que celui de nombreux pays peu peuplés. Le PIB/ht de l'Inde est d'ailleurs supérieur de plus de moitié à celui de ces voisins moins peuplés, le Pakistan, le Bangladesh ou le Népal⁸. Le pays comptant la troisième population au monde, les États-Unis, compte le deuxième PIB/ht dans le monde, derrière un pays peu peuplé, le Luxembourg, et devance nettement son voisin septentrional dix fois moins peuplé, le Canada. Donc des pays très peuplés peuvent avoir un haut niveau de développement, comme les États-Unis, le Japon ou l'Allemagne, tandis que d'autres ont des résultats médiocres, comme l'Indonésie ou le Nigeria.

Selon le même critère, il faut se demander si un faible peuplement est corrélé au sous-développement, s'il existerait pour les populations une sorte de point mort en dessous duquel le développement serait impossible ou très difficile, une faible population signifiant un marché trop étroit pour rentabiliser des investissements dans le développement. La réponse à cette question apparaît négative en considérant, parmi les pays comptant moins de 1 million d'habitants, le Luxembourg, le Liechtenstein, Monaco, Malte, le Qatar ou Brunei... Mais, à l'inverse, nombre de pays peu peuplés ont un faible PIB/ht : le Cap-Vert, les Comores, Djibouti, le Belize, la Guyana ou les îles Salomon...

Les notions de masse critique ou de point mort de peuplement pour satisfaire au développement ne s'appliquent donc pas. Il convient de noter qu'une éventuelle corrélation entre niveau de peuplement d'un pays et développement n'est pas non plus géo-démographique. Par exemple, au sein de l'Amérique centrale, le Costa Rica (4,5 Mhts) et le Nicaragua (5,6 Mhts) ont des peuplements de même ordre de grandeur. Mais le PIB/ht du Costa Rica est plus du double de celui du Nicaragua. En Asie du Sud-Est, la Thaïlande (66 Mhts) et le Viêt Nam (85 Mhts) se trouvent dans la même fourchette de peuplement entre 60 et 90 millions d'habitants. Mais le PIB/ht de la Thaïlande est presque le triple de celui du Viêt Nam. Puisque le critère de peuplement n'a aucun effet sur le niveau de développement, examinons si celui de la densité de population n'est pas un discriminant possible.

Le développement indépendant de la densité de population

On pourrait en effet penser que le niveau de densité de population d'un territoire est corrélé avec son PIB/ht. La population dans le monde semble en effet enfermée dans une contrainte liée à la taille de l'œkoumène qui compte 133 953 milliers de km² et ne semble guère pouvoir s'étendre. Certes, d'un côté, des agencements en augmentent la surface par l'aménagement de marais comme en France le marais breton ou le marais poitevin, par la réalisation de polders comme aux Pays-Bas ou au Japon, ou par les créations d'emprises sur la mer comme à Monaco ou aux Maldives. Mais, d'un autre côté, le réchauffement climatique, qui peut libérer des terres gelées au Canada, au Groenland ou en Sibérie, peut aussi minorer la taille de l'œkoumène dans des régions littorales, comme celles du Bangladesh.

Considérons les dix PIB/ht les plus élevées en 2006, soit dans l'ordre le Luxembourg, les Etats-Unis, la Norvège, la Suisse, Hong Kong, le Danemark, l'Islande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et l'Irlande. Leur densité de population est très diverse. Celle de Hong Kong est la plus élevée avec 6 273 hts/km². Ensuite, au-dessus de 200 hts/km², se trouvent les Pays-Bas (400) et le Royaume-Uni (249). Mais, à l'inverse, plusieurs pays de cette liste ont des densités très faibles : les États-Unis (31), la Norvège (15) ou l'Islande (3).

Considérons désormais les pays ayant les plus faibles PIB/ht. Leurs densités sont très contrastées : l'un d'entre eux, le Burundi compte une densité supérieure à 300, et deux autres, le Nigeria et le Malawi, une densité supérieure à 100. À l'inverse, plusieurs ont des densités inférieures à 15, comme le Mali, la Zambie, le Congo Brazzaville ou le Niger.

Il n'y a donc pas de corrélation entre la densité de population des pays et leur niveau de développement. Mais cette conclusion tient peut-être à l'emploi d'une variable non significative ; ce qui importe pour comprendre le niveau de développement d'un territoire ne serait pas sa superficie totale rapportée à la population, mais l'importance de la superficie agricole.

Le développement indépendant de la superficie agricole

En effet, on sait que, au moins pour satisfaire le développement agricole, toute la superficie d'un pays n'est pas utilisable, mais seulement la *superficie agricole* qui comprend trois composantes : les terres arables, les cultures permanentes et les prairies et pâturages permanents. Les terres arables sont les terres affectées aux cultures temporaires (les superficies récoltées deux fois n'étant comptées qu'une fois), les prairies temporaires à faucher ou à pâturer, les jardins maraîchers ou potagers et les terres en jachères temporaires d'une durée de moins de cinq ans. Précisons que les terres abandonnées à la suite de cultures itinérantes ne sont pas comptées comme terres arables et que la notion de terres arables s'applique aux terres définies ci-dessus et non à la quantité des terres potentiellement arables. Les cultures permanentes sont des terres consacrées à des cultures qui occupent le terrain pendant de longues périodes et ne doivent pas être replantées après chaque récolte, comme le cacao, le café et le caoutchouc. Ces terres de cultures permanentes comprennent les superficies couvertes d'arbustes destinés à la production de fleurs, d'arbres fruitiers et de vignes, mais non les terres plantées en arbres destinés à la production de bois ou de grumes. En troisième lieu, la superficie agricole inclut les prairies et pâturages permanents, donc des terres consacrées de façon permanente (cinq ans au moins) aux herbacées fourragères, cultivées ou sauvages (prairies sauvages ou pâturages)⁹.

Considérons une population sur un territoire. Elle est généralement dispersée, bien que de façon inégale¹⁰, sur l'ensemble du territoire. Si la proportion de superficie agricole sur l'ensemble du territoire est réduite, cela entraîne des contraintes de productivité dans cette superficie et des problèmes de transports des produits agricoles, et de leur conservation durant leur transport et donc l'accès à l'alimentation. Il se pourrait donc que les pays à faible proportion de superficie agricole aient davantage de difficulté de développement. Pour examiner cette question, concentrons-nous sur les pays en développement. Aucune corrélation n'apparaît entre la proportion de superficie agricole et le niveau de développement. Des pays qui comptent une forte proportion de surface agricole, comme le

Burundi, l'Érythrée, le Congo RDC ou les Comores, figurent parmi les pays les moins avancés. En revanche, d'autres pays, aussi à forte proportion de surface agricole, ont un niveau de développement plusieurs fois supérieur aux précédents, comme le Salvador, voire plus de dix supérieur, comme l'Afrique du Sud ou l'Uruguay. Parmi les pays à faible proportion de surface agricole (moins de 25 %), se côtoient des pays très peu développés, comme la République centrafricaine, le Laos ou le Congo Brazzaville, et d'autres avec un niveau nettement meilleur, le Surinam, l'Égypte, le Chili, ou la Nouvelle-Calédonie.

Ainsi n'y a-t-il pas de fatalité de sous-développement liée à la densité de population ou à la part de surface agricole dont dispose chaque pays. Il n'y en a pas non plus liée à la part de terre arable dans la surface agricole, d'autant que « en matière agricole, la terre arable est certes limitée, mais réformes des politiques nationales, ouverture aux échanges et, dans beaucoup de pays, modernisation de l'agriculture peuvent stimuler la production »¹¹.

Le développement non corrélé à l'urbanisation

Un autre aspect démographique interroge : la concentration des hommes et-elle un handicap pour le développement ? En effet, l'information nous livre périodiquement des images sur toutes ces grandes villes où semble se concentrer la pauvreté dans des favelas, des bidonvilles ou des quartiers déshérités. On pourrait en déduire que le sous-développement est handicapé par la tendance à la concentration des hommes sur des espaces réduits, c'est-à-dire à l'urbanisation. Pourtant, si l'on excepte le cas particulier de l'Amérique latine¹², lié à son histoire politique, économique et migratoire, la corrélation entre le niveau de développement et le taux d'urbanisation des pays est élevé. D'autres exemples d'urbanisation montrent que la concentration des hommes ne conduit pas à l'échec : des villes-État, comme Singapour, ou de quasi villes-États, comme Hong Kong ou l'émirat de Dubaï, ont un haut niveau de développement¹³.

Contrairement aux craintes du premier démographe, John Graunt¹⁴, fondées sur la situation de 1662 à Londres, d'une aggravation de la mortalité si la population continuait d'augmenter¹⁵ et si la consommation d'énergie s'accroissait parallèlement, les hommes ont réussi à créer des conditions urbaines permettant le développement, notamment en réduisant de façon extraordinaire les facteurs de surmortalité alors identifiés à Londres : variole, varicelle, rougeole, peste... Depuis deux siècles, dans de nombreuses villes, le développement urbain, permis par le travail des hommes, leurs innovations et leurs modes de vie plus

hygiéniques, a écarté les effets mortifères de la concentration des hommes des siècles précédents qui était, entre autres, un puissant facteur de diffusion rapide des épidémies. Qu'en est-il sur le plan relatif, c'est-à-dire par rapport aux territoires ruraux, qui ne connaissent pas de concentration de population ? L'histoire démographique apprend que, dans nombre de pays, le développement, mesuré par la diminution de la mortalité infantile ou par l'augmentation de la scolarisation, s'est effectué plus vite en ville qu'à la campagne, par exemple que les progrès contre l'insalubrité, permettant notamment une meilleure productivité de la population active grâce à une meilleure santé, y ont été plus rapides. Dans les pays développés, et même dans les autres, la première étape de la transition démographique¹⁶ est une période pendant laquelle la surmortalité relative des territoires passe de la ville à la campagne. En effet, en ville, la concentration d'habitants facilite la mise en place d'équipements et de services permettant de réduire rapidement la mortalité, de diminuer considérablement ce que John Graunt appelait « l'insalubrité », alors que le recours à des agencements propices au développement humain s'effectue plus tardivement dans les campagnes des mêmes pays.

Ces exemples montrent que la concentration de population n'est pas, par nature, un facteur aggravant les possibilités de développement et, même que la ville, dans le processus de métropolisation¹⁷, est un élément accentuant le développement. En effet, l'urbanisation offre même des avantages potentiels nombreux pour un meilleur développement car la concentration de population et d'entreprises dans des zones urbaines réduit un certain nombre de coûts unitaires. Elle rend rentable des installations d'approvisionnement en eau potable ou en distribution d'électricité qui ont d'abord bénéficié, grâce aux initiatives d'entreprises privées¹⁸, aux villes et plus tardivement dans les campagnes, lorsque c'est le cas. Il en va de même du traitement des déchets. La ville, au moins dans un pays développé, ne peut accepter les décharges sauvages, alors que celles-ci ne sont éliminées que plus tardivement à la campagne. De même, la ville rentabilise rapidement les réseaux d'assainissement. Autre exemple : la concentration de la population rend possible des voitures de livraison fonctionnant à l'électricité, donc n'ayant pas les conséquences polluantes des véhicules à essence. Elle rend possible le fonctionnement de bus au gaz, réduisant, là encore, la pollution.

Par ailleurs, la concentration de la population rend également rentable l'existence de marchés de produits alimentaires et la concentration de commerces variés. Il en résulte que nombre d'habitants peuvent effectuer

leurs achats en se rendant à pied au marché ou dans les magasins, sans consommer d'énergie fossile. Ce qui peut également être vrai pour les autres types de déplacements urbains (sport, loisirs, mairie, police...). Enfin, la proximité que crée l'urbanisation facilite les échanges immatériels, le transfert de technologies, l'émulation entrepreneuriale. Mais, bien entendu, tous ces atouts objectifs de la ville en faveur du développement ont des effets variables en fonction de la qualité de la gouvernance urbaine et de celle des gouvernements des pays où se situe la ville.

Tenter de croiser le niveau de développement des pays avec des indicateurs comme le nombre d'habitants, la densité, la part de superficie agricole ou le taux d'urbanisation conclut à l'absence d'effets négatifs de ces valeurs sur le développement. Il convient donc de chercher une autre approche en se plaçant en dynamique, donc en se demandant si les freins au développement ne seraient pas la conséquence de la croissance démographique, comme l'a énoncé Malthus à la fin du XVIIIe siècle.

La formulation théorique d'un facteur explicatif

Même si, antérieurement à Malthus, la crainte de ce qu'on n'appelle pas encore le sous-développement ou de l'un de ses aspects, la sous-alimentation, est exposée par divers auteurs, celui-ci en présente une formulation expressive. Dans la première édition de *l'Essai sur le principe de population*¹⁹, publié sous forme anonyme²⁰, l'objectif de Malthus est de condamner une loi qui a instauré une allocation aux pauvres, indexée sur le prix du pain. Or le coût de cette législation augmente régulièrement, passant d'un million de livres en 1770 à quarante en 1800. Aussi, pour Malthus, même si elles peuvent individuellement soulager l'intensité de certaines détresses, les lois des pauvres encouragent le mariage précoce, une descendance plus grande, et donc aggravent globalement les déséquilibres entre la population et les nourritures. Les riches doivent donc exclure ces mouvements « de compassion et de bonté » qui prolongent la période de misère sans « prévenir l'action quasi-permanente de la misère ». Car, selon Malthus, les êtres vivants ont une tendance constante à croître au-delà de ce qui serait permis par la quantité de nourriture disponible.

Dès les premières pages de *l'Essai*, Malthus écrit : « Je pense pouvoir poser franchement deux postulats : premièrement, que la nourriture est nécessaire à l'existence de l'homme ; deuxièmement, que la passion réciproque entre les sexes est une nécessité et restera à peu près ce qu'elle est à présent ». Compte tenu de ce que Malthus appelle « ces lois

permanentes de notre nature », il en tire son principe en écrivant : « Je dis que le pouvoir multiplicateur de la population est infiniment plus grand que le pouvoir de la terre de produire la subsistance de l'homme... Si elle n'est pas freinée, la population s'accroît en progression géométrique. Les subsistances ne s'accroissent qu'en progression arithmétique... Les effets de ces deux pouvoirs inégaux doivent être maintenus en équilibre par le moyen de cette loi de la nature qui fait de la nourriture une nécessité vitale pour l'homme ». Pour être plus précis, Malthus propose une formulation quantitative de son principe : « Prenant la population du monde avec un effectif quelconque, mille millions par exemple, l'espèce humaine s'accroîtrait comme la progression 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256, 512, etc., et les subsistances comme 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, etc. En deux siècles un quart, le rapport des populations aux moyens de subsistance serait de 512 à 10 ; en trois siècles, de 4 096 à 13 ; et en deux mille années, l'écart serait pratiquement incalculable, bien que la production, pendant ce temps, se fut accrue dans d'immenses proportions ».

Puis Malthus expose que sa loi a une portée générale dans l'ensemble de la nature. Les évolutions divergentes entre la croissance potentielle de la population et celle des subsistances s'étend « aux règnes animal et végétal ». Pour Malthus, l'homme ne peut s'exclure d'une réalité naturelle : il lui faut manger pour vivre. Donc la population ne peut « s'accroître sans que les moyens de subsistance n'en fassent autant ». Or l'instinct sexuel de l'homme le conduit à augmenter les effectifs des générations au-delà du niveau des subsistances disponibles pour la nourriture. Mais Malthus ne reste pas enfermé dans les conséquences de son fatalisme, car il considère que l'homme bénéficie sur les autres espèces d'un avantage, l'utilisation de sa raison, pour pallier les menaces du principe de population, même si la raison ne peut annihiler la nécessité de respecter des limites. En particulier, Malthus souligne le rôle de la nuptialité comme mécanisme régulateur. Le retard des mariages, dans la mesure où, selon lui, la fécondité opère essentiellement dans le mariage, permet d'améliorer l'adéquation entre la nourriture et la population. Ainsi le principe de population conduit à suggérer d'adapter la nuptialité aux subsistances.

Cinq ans plus tard, en 1803, la deuxième édition reprecise ce qui est pour Malthus le déterminant essentiel et les relations fécondité-mortalité. Le principe de population, c'est que « lorsque la population n'est arrêtée par aucun obstacle, elle double tous les vingt-cinq ans et croît ainsi de période en période selon une progression géométrique ». Or, « dans les

circonstances idéales, la production de la terre double dans les vingt-cinq premières années et il est impossible d'espérer que la production puisse continuer à s'accroître au même rythme ».

Comme la population dans le monde a effectivement enregistré une croissance inédite ces deux derniers siècles et qu'il faut bien, dans le même temps, constater l'existence de pays en mal de développement, la tentation à conclure à la justesse du principe malthusien est forte. Mais, depuis 1798, le monde a évidemment connu de nombreuses évolutions et les deux siècles écoulés donnent suffisamment de recul pour analyser la valeur du principe. Ce dernier, à l'analyse des changements démographiques intervenus, s'est trouvé démenti par des logiques différentes de celles annoncées par Malthus.

La cause de la croissance démographique inverse de celle crainte

Malthus craignait une natalité trop élevée. Depuis 1798, c'est exactement le contraire qui s'est produit, une baisse de la natalité. À la fin du XVIIIe siècle, le taux de natalité, connu grâce aux travaux de démographie historique, se trouve supérieur à 30 naissances pour mille habitants et, le plus souvent, nettement plus élevé, à 35, 40 ou 50 pour mille. Malgré son importance, il lui arrive d'être inférieur au taux de mortalité, comme en Angleterre de 1727 à 1730 ou en 1741 et 1742. Au cours du XIXe siècle, le taux moyen annuel de natalité dans le monde reste sensiblement au même niveau, avant de baisser considérablement. Pour la période 1950-1955, l'Onu estime encore ce taux moyen de natalité à 37,4 pour mille. Un demi-siècle plus tard, en 2000-2005, le taux n'est plus que de 21,1 pour mille habitants²¹.

La croissance démographique des deux derniers siècles, qui s'est en moyenne conformée au schéma de la transition démographique²², n'est donc nullement due à une augmentation de la natalité ou de la fécondité, mais à la diminution de la mortalité, qui s'est d'abord effectuée sur les générations jeunes, avec trois baisses considérables, des mortalités infantile, maternelle et infanto-adolescente. La croissance démographique est donc portée par l'augmentation de l'espérance de vie qui n'était, à la naissance, que de 35 ans en Angleterre lorsque Malthus écrit son essai. Un siècle et demi plus tard, pour l'ensemble du Royaume-Uni, elle a doublé. Pour la période 1950-1955, elle atteint, toujours selon la base de données de l'ONU, 69,2 ans, puis 78,5 ans pour la période 2000-2005. Et de telles évolutions concernant le pays de Malthus ne sont pas des exceptions, mais se retrouvent dans de nombreux pays ayant traversé la transition démographique, même si

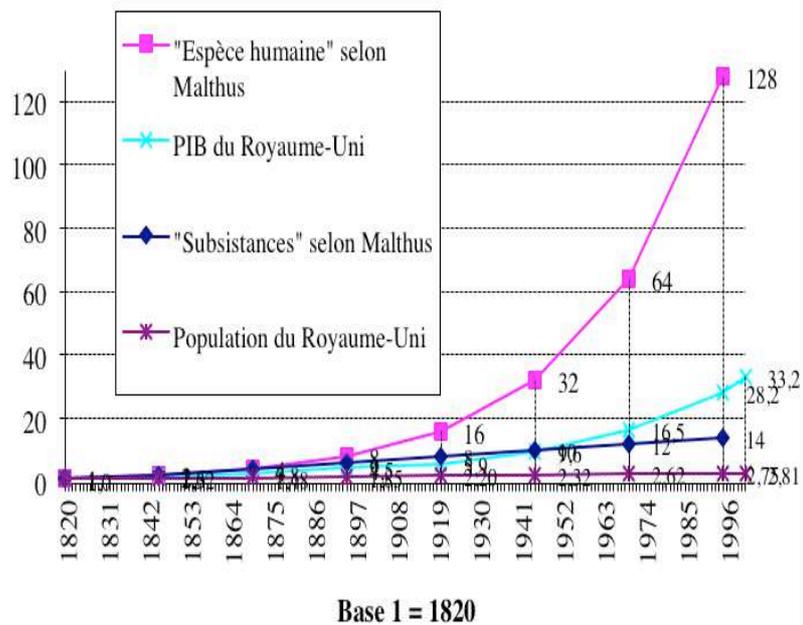
chacun a suivi un calendrier propre. La crainte de Malthus d'une propension des hommes à augmenter leur descendance ne s'est donc pas produite puisque la fécondité a diminué dans le monde. En effet, les progrès économiques, sanitaires, médicaux, pharmaceutiques et hygiéniques ont conduit à des évolutions de la natalité inverses de celles du principe, évolutions dues à l'adaptation des comportements à des taux de survie considérablement améliorés.

Une fatalité démentie

Selon l'énoncé de Malthus rappelé ci-dessus, l'application du principe voulait que les « subsistances » augmentent au mieux comme une progression arithmétique et que la population « double tous les vingt-cinq ans ». La progression géométrique malthusienne signifiait une multiplication par 128 de la population en 175 ans, en sept générations, et la progression arithmétique des subsistances conduirait, toujours en 175 ans, à une multiplication par 14.

Or, dans le propre pays de Malthus, les richesses, mesurées par le produit intérieur brut, obtenu grâce au travail de statistiques historiques d'Angus Maddison pour l'OCDE²³, ont effectivement suivi *grosso modo* cette progression arithmétique au XIXe siècle, puis ont augmenté beaucoup plus vite dans la seconde moitié du XXe siècle. Considérant une base 1 en 1820²⁴, les richesses au Royaume-Uni se sont multipliées par 28 entre cette date et 1995, alors que le principe de population les contenait, « dans les circonstances idéales », à une multiplication par quatorze. Durant la même période, la croissance démographique n'a pas du tout suivi le chemin craint par Malthus. D'une part, elle a été considérablement inférieure à une progression géométrique. D'autre part, elle a été nettement moins élevée que l'augmentation de la création de richesses, donc de celle des subsistances. En effet, toujours sur une base 1 en 1820, correspondant à 21,2 millions d'habitants, la population du Royaume-Uni s'est retrouvée en 1995 multipliée par 2,75, avec une population de 58,4 millions d'habitants, soit une augmentation de 175 % contre 2 700 % pour la création de richesses.

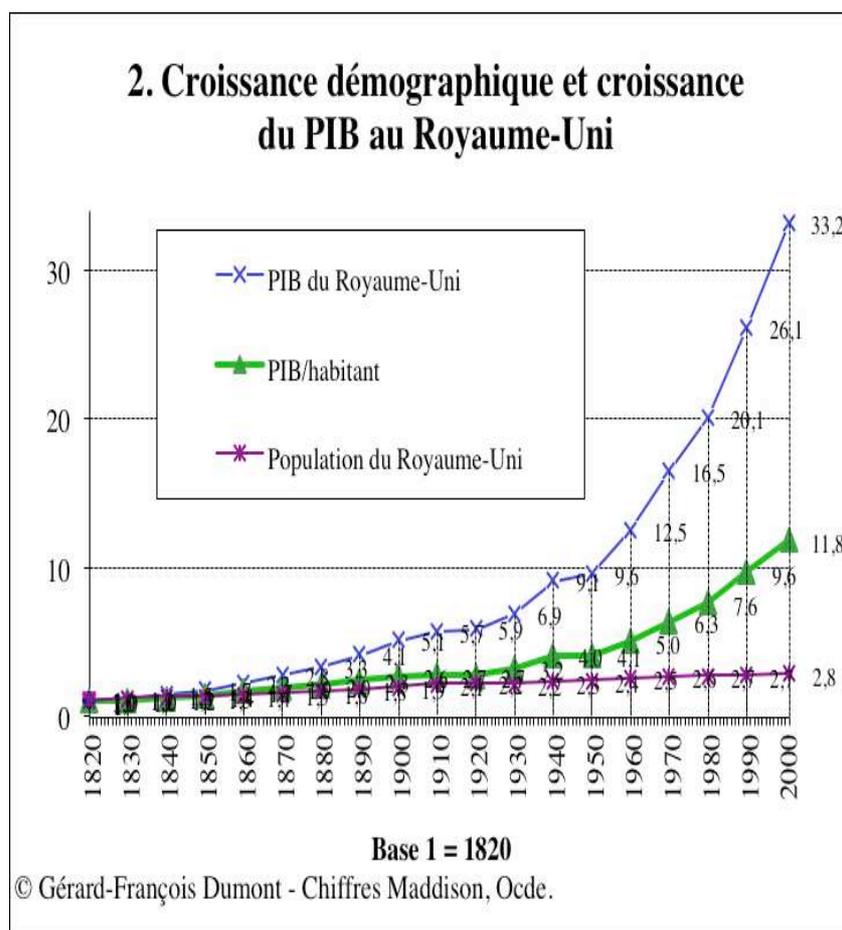
1. Croissance démographique et croissance des richesses constatées au Royaume-Uni et selon le principe de Malthus



© Gérard-François Dumont - Chiffres Malthus, Essai, p. 29 et Maddison, Ocde.

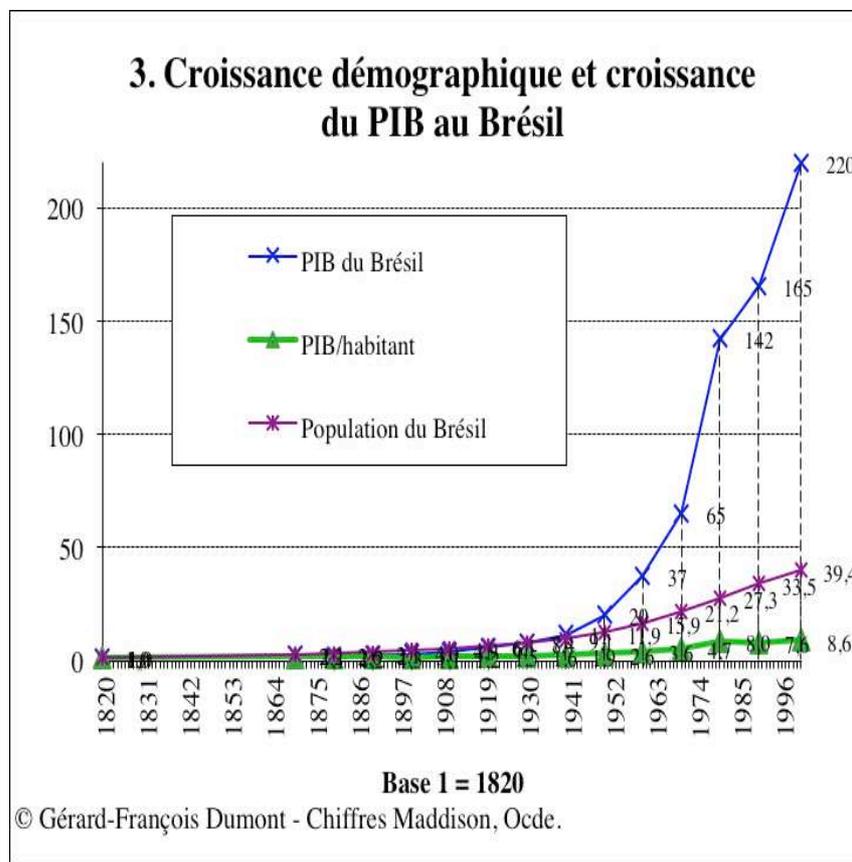
Reprenons désormais notre indicateur initialement retenu, le PIB/ht qui, selon le principe malthusien, aurait dû s'effondrer entre 1820 et 1995. Or, dès le XIXe siècle, il augmente davantage que la population. En 1900, la population du Royaume-Uni compte 41,155 millions d'habitants contre 21,239 en 1820. Comme le PIB s'est multiplié par 5,1, le PIB/ht s'est multiplié par 2,6. Les progrès sont encore plus intenses au XXe siècle malgré deux périodes néfastes correspondant aux deux guerres mondiales. En considérant désormais l'ensemble de la période disponible, partant toujours de 1820, mais allant jusqu'à 2001, la population du Royaume-Uni se trouve multipliée par 2,8, mais, comme le PIB s'est multiplié par 33, le PIB/ht s'est donc multiplié par presque douze.

2. Croissance démographique et croissance du PIB au Royaume-Uni



Ne considérer que le Royaume-Uni pourrait laisser penser qu'il s'agit d'une exception. Mais les données des autres pays démentent également le principe de Malthus. Pour prendre un pays d'une part dans le Sud et, d'autre part, dont l'histoire démographique est fondamentalement différente de celle du Royaume-Uni, examinons le Brésil qui, en 1820, avec 4,507 millions d'habitants, est beaucoup moins peuplé que le Royaume-Uni. Au cours du XIXe siècle, fort de divers apports migratoires²⁵, sa population passe à 17,984 millions, soit une multiplication par quatre. Pendant le même temps, son évolution économique est heurtée²⁶. Néanmoins, son PIB se multiplie par 4,19 entre 1820 et 1900. Mais en PIB par habitant, la progression est quasiment nulle, mais néanmoins très légèrement favorable parce que la

croissance de la création de richesses est supérieure à celle du peuplement. Au cours du XXe siècle, la croissance démographique du Brésil tient davantage à la transition démographique qu'aux nouveaux apports migratoires. L'addition des deux accroît considérablement la population qui atteint 182,033 millions d'habitants en 2001, soit dix fois plus qu'en 1900. Dans le même temps, le rythme de progression du PIB est beaucoup plus rapide, passant de 12 201 millions de dollars²⁷ en 1900 à 990 076 millions en 2001, soit une multiplication par 81. En conséquence, le PIB par habitant est multiplié par huit sur le seul XXe siècle et de 8,6 pour l'ensemble de la période 1820-2001. Les chiffres indiquent clairement que le décollage économique du Brésil s'effectue après la crise de 1929, lorsque ce pays est contraint de diversifier son économie et de s'industrialiser, puisque ses clients européens et américains se trouvent en difficulté.



Ainsi, tant l'exemple du Royaume-Uni, pays développé, que celui du Brésil, pays en développement, infirment le principe de population de Malthus.

Face à l'analyse des faits qui imposent d'écarter la tentation malthusienne, c'est-à-dire de faire de la démographie le bouc émissaire des insuffisances de développement dans le monde, d'autres explications sont nécessaires et elles sont tristement humaines. La raison principale tient aux guerres, qu'il s'agisse de guerres externes ou de conflits civils : la liste des vingt pays les plus pauvres recouvre des pays ayant connu de longs et violents conflits civils, non nécessairement totalement apaisés (Rwanda, Mozambique, Sierra Leone, Congo Brazzaville, Congo RDC) ou réapparaissant périodiquement (République Centrafricaine, Tchad²⁸, Nigeria, Burundi). Dans ces pays, le gouvernement ou ceux qui s'opposent à lui ont donc trop souvent montré une préférence pour les « canons » plutôt que pour le « beurre »²⁹, donc au détriment des investissements dans l'agriculture³⁰, l'éducation ou la santé. Dans certains de ces pays, aux conflits civils ou à leur héritage se combine la poursuite de politiques soviétiques qui obère le développement en étouffant la liberté d'entreprendre (Érythrée) ou le passif du passé de telles politiques nécessairement long à effacer (Bénin, Éthiopie, Madagascar, Yémen, Tanzanie). L'insuffisance du développement provient donc de conflits de pouvoir, de mauvaise gouvernance, d'une corruption endémique, de l'absence d'État de droit, d'une mauvaise utilisation de la rente³¹... La science de la population montre donc qu'il ne faut surtout pas se laisser aller à la tentation malthusienne qui, en masquant les vraies raisons du sous-développement, conduit à des erreurs de diagnostic et donc d'ordonnance.

G.-F.D.

Notes :

-
- ¹ Onu, *Objectifs du millénaire pour le développement*, rapport 2007.
- ² Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, *World Population Prospects: The 2006 Revision*.
- ³ D'environ 66 ans en 2000 à plus de 75 ans en 2050 en moyenne mondiale selon *World Population Prospects: The 2006 Revision*.
- ⁴ Dumont, Gérard-François, *Les populations du monde*, Paris, Éditions Armand Colin, deuxième édition, 2004..
- ⁵ Dont témoigne par exemple la sous-alimentation ; cf. Wackermann Gabriel (direction), *Nourrir les hommes*, Paris, Ellipses, 2008.
- ⁶ C'est exact en valeur absolue, mais en valeur relative, la proportion de leur population en état de sous-alimentation a nettement baissé depuis les années 1990 ; cf. Wackermann Gabriel (direction), *Nourrir les hommes*, *op. cit.*
- ⁷ Dumont, Gérard-François, « L'Inde, le nouveau milliardaire », *Population & Avenir*, n° 677, mars-avril 2006.
- ⁸ « La population des continents et des États », *Population & Avenir*, n° 685, novembre-décembre 2007.
- ⁹ Selon les définitions de la FAO.
- ¹⁰ Sur l'exemple de la France, cf. Dumont, Gérard-François, « Une nouvelle France à aménager », *Population & Avenir*, n° 689, septembre-octobre 2008.
- ¹¹ Pisani-Ferry, Jean, « Vitesse limitée », *Le Monde*, 9 juillet 2008, p. 29.
- ¹² Dumont, Gérard-François, « L'aménagement du territoire en Amérique latine », dans : Wackermann, Gabriel (direction), *L'Amérique latine*, Paris, Ellipses, 2005.
- ¹³ Concernant Dubaï, si, effectivement, les recettes d'hydrocarbures ont joué un rôle important, ce n'est plus le cas puisqu'elles ne composent désormais que 10% de l'économie et sont en voie d'extinction.
- ¹⁴ Graunt, John, *Observations naturelles et politiques...*, Londres, 1662, traduction Eric Vilquin, Paris, INED, 1977.
- ¹⁵ L'agglomération de Londres compte 7,6 millions d'habitants en 2003, soit vingt fois plus qu'en 1662.
- ¹⁶ Dumont, Gérard-François, *Les populations du monde*, Paris, Éditions Armand Colin, deuxième édition, 2004.
- ¹⁷ Dumont, Gérard-François, Chalard, Laurent et Population & Avenir, *Les métropoles régionales intermédiaires en France : quelle attractivité ?*, Paris, La Documentation française, 2007.
- ¹⁸ Dupuy, Gabriel, *L'urbanisme des réseaux*, Armand Colin, Paris, 1992.
- ¹⁹ Malthus, Thomas Robert, *Essai sur le principe de population*, Première édition, 1798, Paris, réédition INED, 1980, avant-propos de Jacques Dupâquier.
- ²⁰ Avec un sous-titre qui se veut prospectif « en tant qu'il influe sur le progrès futur de la société ».
- ²¹ Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, *World Population Prospects: The 2006 Revision*.
- ²² Dumont, Gérard-François, *Les populations du monde*, Paris, Éditions Armand Colin, deuxième édition, 2004.

-
- ²³ Maddison, Angus, *L'économie mondiale : statistiques historiques*, Paris, Oede, 2003.
- ²⁴ Année pour laquelle Maddison a pu établir des statistiques comparatives.
- ²⁵ Dumont, Gérard-François, « Le Brésil, géant de l'Amérique latine », *Population & Avenir*, n° 674, septembre-octobre 2005.
- ²⁶ Wackermann, Gabriel (direction), *L'Amérique latine*, Paris, Ellipses, 2005.
- ²⁷ Dollars internationaux Geary-Khamis de 1990.
- ²⁸ Dumont, Gérard-François, « Géopolitique et populations au Tchad », *Outre Terre*, 2008.
- ²⁹ Selon une typologie variée, cf. Dumont, Gérard-François, « Pour le développement humain : le beurre ou les canons ? » *Population et Avenir*, n° 675, novembre-décembre 2005.
- ³⁰ Cf. Dumont, Gérard-François, « Nourrir les hommes », *Population & Avenir*, n° 689, septembre-octobre 2008.
- ³¹ Laidi, Zaki, « La rente contre le développement », *Les Échos*, 11 juillet 2008.